

**1 – Budget primitif 2013**

**Groupe communiste – Yann VINCE (Rezé)**

Monsieur le président, chers collègues,

Lors du débat d'orientations budgétaires, en décembre dernier, mon collègue Raymond Lannuzel avait, à juste raison, souligné le contexte économique dans lequel nous étions. Nous voyons bien, à l'examen de ce budget primitif, la fragilité qui caractérise les finances locales, et les finances de notre agglomération n'échappent pas à cette réalité.

Certes, nous pouvons nous satisfaire d'un taux de chômage légèrement inférieur sur Nantes Métropole au taux national et il faut bien reconnaître que le dynamisme de l'activité industrielle de pointe que constitue l'aéronautique y est pour quelque chose. Pour autant, des éléments d'inquiétudes forts subsistent : il en est ainsi des menaces qui pèsent sur l'emploi de nombre de nos concitoyens, d'Arcelor à Indre à Alcatel Orvault. Second objet d'inquiétude que nous devons relever : au nom du redressement des comptes publics, l'Etat impose aux collectivités, et singulièrement à un établissement public de coopération intercommunale comme le nôtre un ralentissement de ces dépenses de fonctionnement. Cela ne peut se faire sans conséquence directe sur nos capacités à développer des services publics d'agglomération alors que les habitants ont tant besoin de ce filet de sécurité.

Pour les élus communistes, la poursuite ambitieuse de nos politiques publiques, que nous affichons volontiers, est largement dépendante des capacités financières qui seront les nôtres. Or, l'obsession de la dette, le défaut d'une réforme fiscale qui se fait attendre handicapent pour le moins ces capacités. Aussi nous voulons souligner ici que si nous nous félicitons que cette année encore, en maintenant les taux des taxes locales, nous n'alourdissions pas la fiscalité des ménages, l'évolution des cotisations des entreprises, en particulier la CFE, aurait pu être plus sensible.

Cela étant, les élus communistes partagent les choix politiques affirmés par notre métropole telle la priorité donnée aux investissements – plus de 250 M€ – dans des domaines aussi importants et sensibles que l'eau, ou les déplacements ou notre capacité à financer un projet de territoire ambitieux. La rénovation de l'usine de l'eau, le programme Chronobus illustrent bien ces choix politiques que nous soutenons. S'agissant de la politique de déplacements de Nantes Métropole, notons au passage que la réévaluation du Versement Transport ces dernières années a sensiblement contribué à déployer l'offre pour l'ensemble de nos concitoyens. Je le souligne d'autant plus qu'il s'agit là, vous le savez, chers collègues, d'une préoccupation constante des élus communistes.

Enfin nous n'oublions pas que le maintien d'un haut niveau des dotations versées en retour aux communes est de nature à sécuriser les capacités propres des différentes collectivités de notre agglomération. Cela étant nous maintenons notre souhait que ces contributions soient mises au service des objectifs politiques que nous nous sommes assignés collectivement s'agissant notamment de l'exigence de construction de logements sociaux aujourd'hui portée à 25 %. La DSC pourrait ainsi être plus incitative voire contraignante qu'elle ne l'est aujourd'hui à l'égard de certaines communes qui s'exonèrent à bon compte de leurs obligations.

Pour conclure je voudrais souligner ici que le dynamisme et l'attractivité de notre agglomération, la reconnaissance des efforts de sa politique au service d'un développement durable ou soutenable par sa désignation comme capitale verte européenne en 2013 nous donnent des obligations. Des obligations en termes de poursuite de nos objectifs politiques. Les choix que nous faisons pour un développement humain et harmonieux de l'ensemble de notre territoire caractérisent une politique très nettement ancrée à gauche. Nous formons des vœux ici, en ce début 2013, pour que la politique de l'Etat accompagne ces efforts.

Je vous remercie de votre attention.